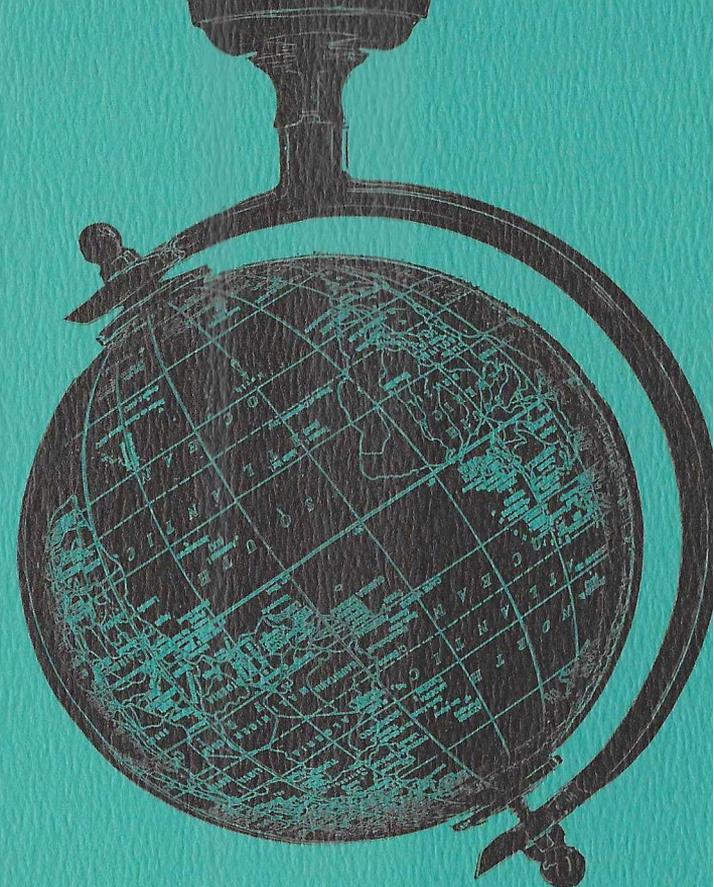


« Le monde serait entré dans une phase de désoccidentalisation, c'est-à-dire d'érosion irréversible des valeurs, de la puissance et de l'influence des pays occidentaux. Dans ce cadre, la guerre d'Ukraine accélère les tendances à l'œuvre et en fait naître de nouvelles : confirmation de la crise du système international ; exacerbation des rivalités entre puissances ; renforcement d'anciens partenariats militaires et déploiement de nouveaux.

Alors que s'intensifient les effets des désordres climatiques (événements naturels, déplacés climatiques, conflits pour les ressources, etc.), les situations d'exploitation économique et de dépendance politique sont de moins en moins acceptées. Ainsi les valeurs que les puissances occidentales continuent plus ou moins à considérer comme universelles ne parviennent plus à s'imposer ni militairement, ni politiquement, ni culturellement. Et au-delà de leurs diversités et de leurs contradictions, les puissances dites émergentes s'affirment sur la scène mondiale et cherchent à bousculer les équilibres anciens.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les peuples semblent en situation de prendre leur destinée en main. Dans quelle mesure pèseront-ils dans ces évolutions en cours ? Une partie de la réponse se trouvera dans leur capacité d'action et de mobilisation à venir. »

Didier Billion et Christophe Ventura sont respectivement directeur adjoint et directeur de recherche à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques). Spécialiste du Moyen-Orient, Didier Billion est notamment l'auteur de *La Turquie, un partenaire incontournable* (2021). Le dernier livre de Christophe Ventura (*Le monde en mouvement*, 2022), porte sur



Didier Billion et Christophe
BILLION VENTURA

DÉS OCCIDENTALISATION REPENSER L'ORDRE DU MONDE

LA FIN DE L'EVIDENCE
BILLON D./VENTURA C.
Igl 0701 5003 36



0012 477214 05387790 2015 03 1024U1 14

AGON
CONTRE-FEUX

Pour conclure provisoirement...

Chacun peut le mesurer quotidiennement, nous sommes entrés dans un nouveau cours des relations internationales. Les points de repère géopolitiques qui, durant des décennies, ont structuré l'ordre international s'effacent à mesure que nous découvrons l'horizon incertain d'un nouveau monde apolaire. Les alliances entre États sont toujours plus fluctuantes, souvent éphémères, et les retournements de partenariat fréquents.

Pour la première fois depuis cinq siècles, les puissances occidentales ne sont plus en situation d'imposer leurs exigences au reste du monde. C'est une donnée majeure, qui est en passe de bouleverser les rapports de force internationaux que beaucoup d'observateurs croyaient, bien à tort, définitivement établis. Les billevesées assénées *ad nauseam* au moment de la fin du monde bipolaire par des auteurs, tel Francis Fukuyama, sur la fin de l'histoire n'ont convaincu que ceux et celles qui voulaient l'être. Biberonnés au lait de l'occidentalisme, nombreux jugeaient inutile de travailler sur les causes profondes des fractures sociales, politiques, géopolitiques qui taraudent

les sociétés. Mais les évolutions internationales les ont rapidement ramenés à la dure réalité des faits. Et le terme de « désoccidentalisation » a graduellement fait son apparition, s'imposant à juste titre dans le débat public. Mais sa définition reste insuffisante.

Tout d'abord il est essentiel de souligner que si le mot est relativement récent, son processus, tel que nous l'avons analysé dans cet essai, s'inscrit dans la longue durée. C'est pourquoi nous avons remis en perspective historique quelques événements majeurs sans lesquels nous ne pouvons comprendre ce qui s'affirme ici et maintenant.

Ensuite, si la désoccidentalisation décrit un processus à l'œuvre – celui de l'érosion progressive des valeurs proclamées, de la puissance et de l'influence des pays occidentaux sur de nombreux pays dits du Sud –, elle remet également en cause la légitimité du système international instauré en 1945. Ce constat peut cependant nous induire en erreur sur la nature et le sens du phénomène. En effet, la crise actuelle de la mondialisation révèle bien une lutte de pouvoir entre puissances du Nord et du Sud, occidentales ou pas, mais s'exerce à l'intérieur d'un même système, qui leur est commun, dont aucune ne conteste les fondements, et dans lequel toutes cherchent à renforcer leur position, s'alliant ou se concurrençant en fonction de leurs intérêts matériels et stratégiques immédiats, indépen-

damment de critères géographiques ou culturels. Ces processus contradictoires se manifestent sans que des ruptures ne soient nécessaires ni même souhaitées – ainsi la concurrence acharnée entre États-Unis et Chine ne les empêche pas d'être très liés au sein de l'économie capitaliste mondialisée.

La notion de « désoccidentalisation » décrit bien l'évolution des rapports de force actuels entre puissances occidentales et non occidentales au sein de la hiérarchie générée par le mode de production économique dominant. Mais elle ne nous dit rien des projets alternatifs que porteraient les uns ou les autres de ces pays.

Pour les partisans d'un nouvel ordre international solidaire et démocratique, élaborer des grilles de lecture innovantes s'avère complexe tant la situation globale est brouillée. Dans la période, l'une des pires erreurs, manifestement fréquente, consiste à s'aligner, au nom de la condamnation de l'impérialisme occidental, sur des régimes qui ne s'embarrassent guère des droits démocratiques fondamentaux. Cette nouvelle forme de campisme est mortelle pour celles et ceux qui veulent agir contre le désordre du monde et pour le droit des peuples à disposer de leur propre avenir. Au risque de paraphraser une formule célèbre, le campisme est la maladie infantile de la désoccidentalisation.

Mais il faut récuser tout aussi fermement le campisme inversé. Pour ses tenants, l'avenir du monde se joue dans une lutte entre démocraties et autocraties, axe structurant des relations internationales sous domination étatsunienne. Dans cette pensée binaire et moralisatrice, les démocraties occidentales incarnent l'avenir de la planète.

Pour ne prendre qu'un exemple: les «Somets pour la démocratie», organisés à deux reprises depuis 2021 par Joe Biden, rassemblaient des pays plus soucieux de manifester leur allégeance à Washington que de défendre les droits démocratiques et le droit international – ainsi le Brésil de Jair Bolsonaro, Israël ou les Philippines.

Par ailleurs, demandons-nous en quoi les États non occidentaux constituent un bloc homogène d'essence autoritaire. Ainsi l'Arabie saoudite, l'Inde ou l'Afrique du Sud ne peuvent être classées dans la même catégorie tant leurs systèmes politiques diffèrent.

Ces raccourcis, initiés par les États-Unis, ne rendent pas compte de la réalité mais remplissent une fonction idéologique qui n'est pas sans rappeler celle des appareils de propagande à l'œuvre au cours de la guerre froide.

Les avatars de la notion de «Sud global» illustrent assez bien les pièges de la pensée dominante, qui efface les différences entre projets nationaux spécifiques et masque tout aussi bien les résistances au capitalisme que les jeux

de concurrence qui peuvent le conforter. Apparue durant la guerre du Viêt Nam dans les milieux universitaires contestataires étatsuniens, cette notion a connu plusieurs évolutions. Si elle désigne initialement les pays victimes de l'impérialisme dans le cadre des luttes de décolonisation (pays du «tiers-monde» durant la guerre froide, ceux dits du «Sud» à partir des années 1980 puis du monde post-guerre froide), la notion s'élargit, au début des années 2000, pour englober tous les pays touchés par la mondialisation de l'économie dominée par le «Nord global», notion qui remplace graduellement celle d'«Occident». Désormais, la notion de «Sud global» est utilisée aussi bien dans les milieux universitaires du monde entier que par les ONG internationales, les médias dominants et les communautés stratégiques aux États-Unis et en Europe. Pour certains, elle désigne un ensemble de pays «non-alignés» ou contestataires de la domination occidentale; pour d'autres, la menace que constituerait l'émergence d'une coalition du ressentiment dominée par la Chine – et, dans une moindre mesure, la Russie – contre les puissances occidentales.

La pertinence de cette notion doit toutefois être relativisée. D'abord, «Sud global» regroupe des pays dont l'hétérogénéité est au moins aussi grande que l'homogénéité. Ensuite, certains pays dits du «Sud» ou «émergents» ont désormais largement «émergé» et s'appuient sur des élites

dirigeantes et des classes moyennes et supérieures qui peuvent se compter en dizaines voire en centaines de millions de personnes et dont les modes et les niveaux de vie équivalent à ceux du « Nord global ». Enfin, on trouve désormais autant de « Nord » dans les pays du « Sud » (modes de vie, aspirations sociales, systèmes politiques et étatiques, etc.) que de « Sud » dans les pays du « Nord » (diasporas, etc.).

Avec ses contours approximatifs, la notion de « Sud global » obère la complexité et la transversalité des relations qui se nouent, de manière contradictoire et ambivalente, entre pays du Nord et du Sud. Elle réduit ainsi le champ des relations internationales à une démarcation Nord/Sud qui, dans le cadre de la rivalité sino-américaine, conforte la représentation de clivages idéologiquement instrumentalisés (Occident/non-occident, démocratie/régime autoritaire, etc.).

C'est ainsi une nouvelle marque de la condescendance occidentaliste que de globaliser un « Sud » qui n'en demande pas tant. S'il s'agit de nommer l'ensemble des pays anciennement colonisés qui subissent les effets négatifs d'une mondialisation historiquement dominée par les pays du Nord – le cas échéant en s'alliant pour contester la hiérarchie mondiale –, autant le formuler ainsi, cela aura le mérite d'être plus précis et compréhensible.

Un des angles morts de l'analyse géopolitique du monde actuel réside dans le peu de cas fait des mouvements sociaux. Pourtant, qu'ils soient réformistes, révolutionnaires, conservateurs ou réactionnaires, ils comptent parmi les éléments moteurs de l'évolution des sociétés. Mais ce constat ne doit pas nous empêcher d'en faire un autre : les mouvements de contestation progressistes sont fragilisés par leur difficulté à faire émerger des forces politiques organisées et à mobiliser des majorités capables de porter un projet alternatif à l'ordre mondial tel qu'il existe.

Force est d'admettre que ce constat reste indépassable à ce stade. Nous considérons pour autant qu'il existe un lien indissoluble entre les mouvements sociaux et les processus de désoccidentalisation. Les uns sans les autres ne peuvent aboutir à l'avènement d'un ordre international plus solidaire et démocratique. C'est la question essentielle sans la résolution de laquelle le mouvement de désoccidentalisation ne pourra aller à son terme. Et c'est donc dans le dépassement de cette situation que se concentre le grand défi pour les acteurs de l'émancipation.